



16.10.2020 | Zones à risque corona

Les frontières doivent rester ouvertes

Malgré le renouvellement de la classification de la région frontalière française comme zone à risque, le Premier ministre de Rhénanie-Palatinat Malu Dreyer, le Premier ministre de la Sarre Tobias Hans et le Premier ministre du Bade-Wurtemberg Winfried Kretschmann se sont clairement prononcés contre les restrictions du trafic frontalier dans la lutte contre le virus corona.

"Nous, pays au cœur de l'Europe, avons des frontières avec nos voisins européens, la France, le Luxembourg et la Belgique. Nous convenons qu'aucune de ces frontières extérieures ne peut être paralysée par un verrouillage complet de la vie quotidienne, du travail et des études. Par conséquent, il ne doit y avoir aucune restriction. Lors de la fermeture des frontières en mars, nous avons été confrontés à une situation complètement différente dans laquelle il n'y avait pas de dépistage ni de suivi des chaînes d'infection. Nous l'avons également lors de la vidéoconférence hebdomadaire conjointe avec l'Allemagne et la France à laquelle les ministères fédéraux de la Participez à l'intérieur, pour la santé et à l'extérieur, clairement.

Nous avons une coopération transfrontalière très vivante dans la société, dans l'économie, dans l'éducation et la culture, ainsi que dans le secteur de la santé. Nous voulons les maintenir en vie dans l'Europe Schengen ", ont déclaré Dreyer, Hans et Kretschmann. Nous entretenons des échanges interrégionaux étroits avec nos partenaires et nous nous engageons à lutter contre les pandémies transfrontalières. C'est pourquoi les trois pays ont décidé de mettre en œuvre la règle dite des 24 heures. Ce règlement permet aux citoyens de se déplacer librement dans les 24 heures dans la zone frontalière des deux côtés de la frontière et de poursuivre leur vie quotidienne au-delà des frontières et sans handicap.